



LES ENFANTS ET LES PROGRAMMES DE RENFORCEMENT ÉCONOMIQUE

SATISFAIRE PLEINEMENT LES BESOINS
AVEC UN MINIMUM DE RISQUES



PRODUIT PAR LE GROUPE DE TRAVAIL
SUR LES MOYENS DE SUBSISTANCE ET LE
RENFORCEMENT ÉCONOMIQUE DU CPC

Les enfants et les programmes de renforcement économique

Satisfaire pleinement les besoins avec un minimum de risques

Produit par

Le groupe de travail sur les moyens de subsistance et le renforcement économique du réseau de protection des enfants en situation de crise (CPC)

2013

Ce document est rendu possible grâce au soutien inconditionnel du peuple américain par le biais de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Son contenu a été rédigé sous la responsabilité de la Women's Refugee Commission et de FHI 360, et il ne reflète pas nécessairement les vues de l'USAID ou du Gouvernement des États-Unis.



Le réseau de protection des enfants en situation de crise (connu sous le sigle CPC en anglais) entreprend des recherches innovantes et accumule des preuves comme fondement pour agir afin de produire des changements dans les politiques et la pratique de la protection de l'enfance. Au niveau des pays, le réseau CPC réunit décideurs et praticiens afin de déterminer les priorités d'apprentissage et de veiller à ce que les résultats de ces activités soient traduits dans la pratique. À l'échelle mondiale, le réseau CPC collabore avec des coalitions comprenant des représentants des Nations Unies, d'ONG, du secteur privé et des gouvernements pour recueillir des données probantes et lier les constatations de la recherche à la pratique dans le monde entier.

Dans le cadre de cet effort, le **groupe de travail sur les moyens de subsistance et le renforcement économique** du CPC s'est fixé pour but d'améliorer la protection et le bien-être des enfants affectés par des crises par le biais d'approches durables visant à améliorer le niveau de vie et à renforcer économiquement les ménages. Cette équipe s'efforce d'améliorer la conception, la qualité et l'efficacité des programmes économiques, à la fois avec les adultes et dans le cadre d'interventions économiques ciblant les adolescents eux-mêmes. Elle est convoquée par la Women's Refugee Commission pour le compte du réseau CPC.

Supporting Transformation by Reducing Insecurity and Vulnerability with Economic Strengthening (STRIVE) est un programme de 6 ans et demi au budget de 16 millions USD financé par le Fonds des enfants et des orphelins déplacés (DCOF) de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et géré par FHI 360. Le programme vise à combler des lacunes dans les connaissances actuelles sur le manque d'efficacité des approches de renforcement économique et sur l'impact réel de ces approches quant à la réduction des vulnérabilités pour les enfants. En association avec Action for Enterprise (AFE), ACDI/VOCA, MEDA et Save the Children, STRIVE a mis en œuvre quatre projets de renforcement économique en Afrique et en Asie entre 2008 et 2014. Combinant des méthodes de suivi et d'apprentissage solides, STRIVE contrôle et documente l'impact de ces diverses interventions sur les indicateurs liés à la vulnérabilité des enfants.

La **Women's Refugee Commission**, dont le siège est à New York, est une organisation de recherche et de défense des droits des femmes et enfants déplacés. Elle identifie les besoins, recherche des solutions et prône un changement à l'échelle mondiale visant à améliorer la vie des femmes et des enfants affectés par des crises. La Women's Refugee Commission fait partie intégrante de l'International Rescue Committee (IRC), une organisation à but non lucratif de type 501(c)(3), mais elle ne reçoit pas de soutien financier direct de l'IRC.

REMERCIEMENTS

Développé avec le généreux soutien de la Oak Foundation (2010-11) et d'un donateur anonyme (2011-12). Rédigé sous la direction de Josh Chaffin et Natalie Rhoads, de la Women's Refugee Commission, et Jennine Carmichael, de FHI 360. Assistance pour la recherche fournie par Hui Mien Tan, Anushka Kalyanpur, Deanna Bergdorf et Keyona Forbes.

Les réviseurs étaient :

- Lucretia Batchelor, de Save the Children aux États-Unis
- Wayne Bleier, de Save the Children au Royaume Uni
- Dale Buscher, de la Women's Refugee Commission
- Obed Diener, de FHI 360
- Carrie Keju, de FHI 360
- Mendy Marsh, de UNICEF
- John Williamson, du Fonds des enfants et des orphelins déplacés (DCOF), USAID
- Laura Meissner, du Bureau d'assistance aux catastrophes à l'étranger (OFDA), USAID
- Eduardo Garcia Rolland, de l'International Rescue Committee
- Diana Rutherford, de FHI 360
- Robert H. Salerno, de DAI
- Jennifer Schulte, du Plan International

Les réviseurs et leurs organisations ne sont pas nécessairement en accord avec tout le contenu.

Photo de couverture : don de Sylvia C. Frain.

Page de couverture conçue par Craig Adams.

Remerciements à Catherine Barnett et au **groupe de travail sur la protection de l'enfance**.

Veuillez adresser vos commentaires et vos questions à info@cpclearningnetwork.org.

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	iii
Abréviations & acronymes	vi
Introduction	1
Approches de renforcement économique	1
Pourquoi le statut économique est important	2
Risques et bénéfices des interventions.....	2
Ce que nous avons fait	3
Limitations	4
Principes et normes	5
Considérations pour que les programmes de renforcement économique puissent bénéficier aux enfants vulnérables.....	6
Analyse des besoins et des risques	7
Principes généraux.....	7
Analyse des moyens de subsistance	8
Analyses de marché	8
Analyse des besoins de protection des enfants	8
Planification et conception des interventions qui impliquent des enfants ou des adultes	9
Principes généraux.....	9
Considérations relatives aux risques.....	10
Répartition des tâches	11
Sélection des bénéficiaires	11
Conditionnalité	12
Équité entre les genres	13
Ciblage basé sur le genre	13
Intégration des genres	14
Habilitation des femmes	15
Conception de programmes engageant directement des enfants	16
Inscription et vérification des enfants.....	17
Équité entre les genres dans les programmes de renforcement économique engageant des enfants.....	19

Approches qui encouragent la participation des enfants	21
Apprentissage de l'épargne et éducation financière	21
Expérience professionnelle/stages	22
Résultats néfastes pour les enfants	23
Suivi et évaluation	25
Indicateurs conseillés	27
Programmes ciblant soit des adultes, soit des enfants comme bénéficiaires principaux	27
Programmes ciblant des enfants comme bénéficiaires principaux.....	28
Outils et ressources	29
Références	31

ABRÉVIATIONS & ACRONYMES

RE – Renforcement économique

TMC – Transferts monétaires conditionnels

CPC – Child Protection in Crisis (protection des enfants en situation de crise)

M&E – Monitoring and Evaluation (suivi et évaluation)

OEV – Orphelins et enfants vulnérables

INTRODUCTION

Ce guide s'adresse aux administrateurs qui conçoivent ou mettent en œuvre des programmes de renforcement économique sensibles aux besoins de protection et de bien-être des enfants vulnérables dans des environnements à faible niveau de revenus. Il résume les principaux enseignements obtenus sur les manières dont le renforcement économique peut permettre d'atteindre de meilleurs résultats et d'avoir un plus grand impact sur les enfants de moins de 18 ans, à la fois dans leur foyer et en dehors de celui-ci, que les bénéficiaires directs du programme soient des adultes ou les adolescents (de 10 à 18 ans) eux-mêmes. Il donne des conseils sur les façons d'atténuer les conséquences involontaires des interventions de renforcement économique qui peuvent menacer le bien-être des enfants, et il examine les moyens connus pour maximiser les bénéfices de ces interventions pour les enfants.

Dans l'état actuel des connaissances, on sait que le renforcement économique peut avoir divers effets positifs sur les enfants, mais il peut aussi arriver qu'il leur nuise involontairement. Par conséquent, ce guide aidera les intervenants dans les programmes de renforcement économique à être plus à même d'identifier les principales menaces au bien-être des enfants et à y remédier. Ce guide est principalement conçu sous l'optique de la protection des enfants, mais nous reconnaissons que les programmes doivent également se conformer aux exigences du marché afin d'atteindre des résultats durables. Le renforcement économique pour assurer le bien-être des enfants nécessite une approche multisectorielle s'appuyant sur les expériences de nombreux professionnels.

Les recommandations ont pour objet d'aider les intervenants à avoir des conversations productives au sein de leur équipe, et aussi avec d'autres programmes, sur les questions de protection et de bien-être des enfants qui sont pertinentes pour diverses approches communautaires du renforcement économique.

APPROCHES DE RENFORCEMENT ÉCONOMIQUE

- Enseignement de compétences
- Stratégies de production de revenus
- Transferts monétaires
- Développement agricole
- Assistance aux petites entreprises
- Formation de base en gestion financière
- Microfinance axée sur l'emprunt
- Microfinance axée sur l'épargne
- Création d'emplois
- Travail contre rémunération
- Travail contre vivres
- Développement d'une chaîne de valeur

POURQUOI LE STATUT ÉCONOMIQUE EST IMPORTANT

Les foyers ayant des enfants vulnérables, ainsi que les adolescents qui travaillent, devraient avoir accès à un soutien adéquat pour améliorer et consolider leur situation économique. Deux études fournissent une base empirique probante qui souligne combien il est important de s'attaquer aux circonstances économiques des enfants vulnérables. La première, « *Assessing the orphan effect* », a analysé les données d'enquêtes démographiques et de santé de 11 pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe pour identifier les facteurs qui ont contribué le plus à l'amélioration du bien-être des enfants. En tenant compte d'autres facteurs pouvant être en cause, cette étude a constaté que « le niveau de revenus des ménages était l'indicateur le plus important dans l'amélioration du bien-être d'un enfant. » La précarité économique d'un ménage est un indicateur encore plus significatif que le statut d'orphelin.²

Une autre étude, « *Who is the vulnerable Child? Using survey data to identify children at risk in the era of HIV and AIDS* », a passé en revue 60 études nationales dans 36 pays. La situation économique des ménages et le niveau d'éducation des parents étaient des indicateurs dominants. Cette fois encore, la précarité économique d'un ménage est plus susceptible d'avoir une incidence défavorable sur le bien-être de l'enfant que le statut d'orphelin.³

RISQUES ET BÉNÉFICES DES INTERVENTIONS

La participation d'enfants ou de leurs familles à des programmes de renforcement économique peut avoir de nombreux avantages, y compris l'augmentation des revenus et un pouvoir d'achat plus élevé, et des affectations de ressources qui améliorent la nutrition, l'éducation, l'habillement et les soins de santé des enfants. Cependant, ces mêmes programmes peuvent aussi présenter des risques qui compromettent les bénéfices. L'introduction de nouvelles opportunités économiques ou aides peut changer la dynamique des ménages en ciblant les femmes chefs de famille plutôt que les hommes, ou inciter les familles à passer moins de temps à s'occuper des enfants tout en poussant les filles à

TERMES

La protection des enfants est la prévention de la maltraitance, la négligence, l'exploitation et la violence pouvant affecter les enfants, et la réponse à de tels agissements.

—Child Protection Working Group

Le bien-être des enfants peut être mesuré de diverses façons. L'UNICEF établit un classement autour de six dimensions : le bien-être matériel ; la santé et la sécurité ; l'éducation ; les rapports avec la famille et les pairs ; les comportements à risques ; et le sentiment personnel de bien-être des intéressés eux-mêmes

—UNICEF, *La pauvreté des enfants en perspective : Tableau récapitulatif : le bien-être des enfants dans les pays riches*, Bilan Innocenti 7, 2007.

passer plus de temps à l'extérieur, dans des endroits dangereux où elles peuvent être confrontées à une possibilité accrue de violence sexiste. Même lorsque les programmes sont efficaces au niveau du ménage, il est possible qu'ils n'atteignent pas tous les membres du ménage pour que les bénéfices soient partagés équitablement et qu'ils exposent davantage les enfants aux risques d'abandon des études scolaires, d'exploitation ou de travail à bas prix ou dangereux. Il est donc crucial d'anticiper et d'explorer avec les participants tant les effets pervers des interventions économiques que leurs bénéfices, et de tenir compte de ces considérations lors de la sélection et de la conception des interventions. De même, le suivi et l'évaluation d'un programme sont essentiels pour comprendre les résultats du programme au niveau de l'enfant et identifier les risques ainsi que les bénéfices. Par ailleurs, il est vital de comparer les résultats pour les garçons et pour les filles à des âges variés afin de décomposer et d'évaluer les effets.

En outre, la mesure de l'impact sur l'enfant montre si un programme maximise l'efficacité de l'aide en s'attaquant au cycle de pauvreté d'une génération à l'autre. Les enfants pauvres ont beaucoup plus de risques de devenir des adultes pauvres,⁴ et si un programme n'a pas un impact positif sur les enfants censés en bénéficier, il est fort possible que son efficacité soit limitée au court terme.

CE QUE NOUS AVONS FAIT

En conduisant la recherche pour *The Impacts of Economic Strengthening Programs on Children*⁵ (2011), nous avons découvert un réel manque de données scientifiques à ce sujet. La plupart de ce qui est connu sur les effets des programmes de renforcement économique sur les enfants ne figure pas dans les textes de référence standard, mais plutôt dans la documentation parallèle constituée notamment par les comptes rendus de projets et les rapports aux donateurs, ainsi que dans les cerveaux des principaux acteurs et experts sur le terrain.

Nous nous efforçons ici de recueillir ces connaissances dans un format accessible pour les administrateurs et créateurs de programmes. Ce document est le produit d'une recherche documentaire considérable,⁶ de dizaines d'entretiens avec des experts et de commentaires et suggestions du groupe de travail sur les moyens de subsistance et de renforcement économique du CPC et sur la protection de l'enfance, dont les membres incluent du personnel d'ONG internationales (ONGI), d'organes des Nations Unies, de groupes de recherche et de gouvernements.

TERMES

Les « moyens de subsistance » font référence aux capacités, actifs et actions nécessaires pour survivre.

Le renforcement économique fait référence aux actions entreprises par les gouvernements, donateurs et exécutants pour améliorer la qualité de la vie.

En anglais, le terme *livelihoods* est parfois employé pour désigner un programme de renforcement économique.

—Chambers, R. and G. Conway, DFID 1992

LIMITATIONS

En raison de la situation dans le secteur du renforcement économique pour la protection et le bien-être des enfants, nous n'avons pas tenté ici de formuler des directives précises ; au lieu de cela, nous énonçons des principes généraux pour élaborer des programmes bien adaptés, basés sur l'état actuel des connaissances dans le secteur. L'intention du présent document n'est pas d'orienter les programmes mais de fournir des informations utiles aux responsables de ceux-ci, de jeter les bases pour une collaboration intersectorielle productive lors de l'élaboration des programmes, et de mesurer le succès en fonction des résultats pour les enfants.

PRINCIPES ET NORMES

Les programmes de renforcement économique conçus pour aider les enfants vulnérables nécessitent une expertise technique multisectorielle en matière d'analyse, d'interventions et de mesure des résultats sur le plan économique ainsi que sur celui de la sécurité et du bien-être des enfants et de leurs familles. La collaboration avec des partenaires d'autres secteurs sous-entend une vision commune des principes fondamentaux suivants :

- Étant donné que la sécurité et le bien-être des enfants dépendent dans une large mesure des capacités de leur famille, les interventions les plus durables ciblent les foyers plutôt que les enfants isolément.
- En général, les adolescents parviennent à des moyens de subsistance durables grâce aux connaissances et compétences de leurs parents et proches.
- La Convention sur les droits de l'enfance est un point de référence essentiel dans le monde entier pour assurer la sécurité et le bien-être des enfants. Voici les principes fondamentaux de la Convention sur les droits de l'enfance :
 - Faire de l'intérêt supérieur de l'enfant une considération primordiale.⁷
 - Prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer que l'enfant est protégé contre toute discrimination ou punition sur la base du statut, des activités, des opinions ou des croyances des personnes qui s'occupent de l'enfant.⁸

PRINCIPES DE CONCEPTION DE PROGRAMMES ET RÉPERCUSSIONS DU SECOND RAPPORT SUR LE TERRAIN :

Renforcement économique pour les enfants vulnérables

1. Adopter une approche multisectorielle et assurer un dialogue ouvert pendant tout le déroulement du programme
2. Baser la conception du programme sur une étude de marché bien conçue
3. Évaluer les risques et bénéfices du ciblage
4. Identifier les meilleures pratiques en renforcement économique et les adapter selon les particularités des enfants et des ménages
5. Connaître nos propres limites et créer des partenariats dans les domaines qui dépassent nos connaissances
6. Développer des interventions durables et capables d'évolution
7. Identifier les bons indicateurs pour suivre les performances et les résultats

James-Wilson, David et. al. *Economic Strengthening for Vulnerable Children: Principles of Program Design and Technical Recommendations for Effective Field Interventions*, USAID/AED/Save the Children, FIELD-Support LWA, 2008

- Assurer la survie et le développement de l'enfant.⁹
 - Un enfant qui est capable de formuler ses propres opinions a le droit de les exprimer librement à tous égards pouvant l'affecter.¹⁰
- Le contrôle des effets d'un programme sur les enfants et la décomposition de ces effets par âge, sexe et autres facteurs de vulnérabilité tels que le statut socio-économique aident les agences à prendre conscience des effets attendus ou involontaires (effets pervers) d'une intervention au niveau de l'enfant. Ceci offre des opportunités pour améliorer l'impact des programmes et pour identifier les risques et atténuer les effets négatifs pouvant résulter des interventions.
 - Dans les programmes ciblant les adultes, une façon essentielle de maximiser les avantages pour les enfants est d'adapter le programme en tenant compte des rôles sociaux liés au sexe et de la structure du pouvoir au sein de la communauté et des ménages. Les programmes ciblant les adolescents doivent considérer que les garçons et les filles nécessiteront vraisemblablement des dispositions différentes pour assurer une participation équitable et sûre.
 - Dans la mesure du possible, les agences doivent prévoir certaines dispositions pour inclure les ménages avec des enfants qui sont particulièrement vulnérables ou marginalisés en raison de leur sexe, de leur handicap, de leur ethnicité, de leur séropositivité ou d'autres facteurs.¹¹ Pour éviter toute stigmatisation sociale ou autre malaise, les agences doivent envisager d'inclure les ménages particulièrement vulnérables sans les cibler ouvertement. Cependant, les concepteurs de programmes de protection de l'enfance doivent reconnaître que certaines interventions économiques (prêts, aide à la création d'entreprise) sont parfois inappropriées pour les personnes les plus vulnérables qui n'ont peut-être pas encore la capacité de s'endetter ou de gérer une entreprise.
 - Femmes et hommes, filles et garçons, adolescents et adolescentes et membres des groupes vulnérables (réfugiés/personnes déplacées, personnes en situation de handicap, parents isolés, enfants de la rue, etc.) doivent être consultés tout au long du cycle du programme pour s'assurer que leurs besoins de subsistance seront satisfaits et que les risques pourront être évités.¹² Ceci est également crucial pour assurer le succès du programme.¹³

CONSIDÉRATIONS POUR QUE LES PROGRAMMES DE RENFORCEMENT ÉCONOMIQUE PUISSENT BÉNÉFICIER AUX ENFANTS VULNÉRABLES

Il existe trois types d'approches de renforcement économique pouvant bénéficier aux enfants vulnérables : 1) celles qui mobilisent les parents/aidants en tant qu'acteurs principaux ; 2) celles où les enfants ont une participation active ; et 3) celles dont le but est de créer un environnement propice aux parents et aux enfants mais qui n'impliquent pas les enfants ou les ménages de manière directe. Dans certains cas, les concepteurs des programmes combinent plusieurs approches. Toutes ces approches peuvent se fonder sur les principes susmentionnés et tenir compte des considérations ci-dessous.

Ces considérations mettent en lumière les points essentiels pour la mobilisation et la réflexion dans les divers secteurs. Nous commençons par la phase d'analyse, la première étape dans la conception d'un programme, puis nous discutons des principes généraux de planification et de conception, et nous répondons pour terminer aux préoccupations particulières associées aux conséquences néfastes que les enfants pourraient subir du fait d'une intervention.

ANALYSE DES BESOINS ET DES RISQUES

L'importance de l'analyse ne saurait être sous-estimée. Les besoins et les risques associés à la survie des enfants peuvent être enregistrés dans les analyses des besoins de relèvement économique rapide, de subsistance et de protection de l'enfance qui, parallèlement aux analyses économiques et du marché, peuvent aider les programmes à obtenir de meilleurs résultats pour les enfants.

Principes généraux

- Les membres (masculins comme féminins) des ménages et de la communauté, y compris les dirigeants communautaires, doivent être consultés dès les premiers stades de l'élaboration d'un programme, y compris au stade d'analyse et tout au long du processus de déroulement du programme. La consultation de la population locale et son adhésion au programme sont indispensables à la réussite du programme. Il convient d'accorder une attention particulière à la nature et la fréquence de ces consultations. Suggestion de lecture :
 - *Consultation and Participation for Local Ownership: What? Why? How*, Save the Children-UK, 2010¹⁴
- Les outils d'évaluation participative doivent inclure des questions sur « qui sont les enfants et les adultes qui travaillent », « qui sont ceux qui travaillaient auparavant », « qui rapporte de l'argent et des biens au foyer », « comment cet argent et ces biens sont-ils obtenus », et « qui a accès et utilise cet argent et ces biens au foyer ». Il est également important de comprendre « quels parents ou enfants sont envoyés travailler à l'extérieur », « quels ménages doivent aussi s'occuper d'autres enfants » et « quels sont les profils de ces enfants par sexe, âge et statut socio-économique ». ¹⁵
- Les agences doivent examiner toutes les données existantes sur les normes sociales, les rapports de force entre les sexes, la religion, la culture et les structures de parenté pour comprendre les pratiques locales et identifier celles qui peuvent nuire aux filles ou aux garçons. Ceci peut également aider à faciliter la prise de décisions sur la sélection des bénéficiaires (par exemple, pour identifier les personnes les plus vulnérables et déterminer si le fait de travailler avec un groupe particulier pourrait les mettre en danger). ¹⁶
- L'implication des enfants dans l'analyse des besoins et dans les groupes de discussion améliore les programmes, peut valoriser les enfants et doit être abordée en tenant compte de leurs vulnérabilités et de leurs particularités. Le personnel doit être habilité à travailler avec les enfants et savoir utiliser les outils disponibles, tels que :
 - *So You Want To Consult With Children? A toolkit of good practice*, Save the Children UK, 2003¹⁷

Analyse des moyens de subsistance

- L'analyse des moyens de subsistance doit engager les parties prenantes – y compris les femmes et les hommes, les adolescents proches de l'âge adulte et les parents d'enfants vulnérables – afin d'identifier tous les mécanismes négatifs utilisés pour surmonter la perte de biens ou de revenus (le travail des enfants, les rapports sexuels contre rémunération, l'abandon des études, etc.).
- Cette analyse doit également identifier les opportunités économiques pour les jeunes proches de l'âge adulte qui pourraient contribuer à leur développement et au bien-être de leurs familles, ainsi que les risques pour la sécurité ou la santé qui pourraient être exacerbés involontairement par certaines interventions. L'analyse doit également tenir compte des compétences de gestion financière et des pratiques d'épargne des populations ciblées.

Analyses de marché

- Les agences doivent consulter toutes les études de marché existantes afin d'apprécier les conditions locales du marché, les ressources économiques essentielles, la demande de main-d'œuvre et de marchandises, ou les opportunités offertes par les chaînes de valeur. L'évaluation de la qualité des études de marché existantes fournit une excellente opportunité pour impliquer d'autres collègues ou partenaires spécialistes du renforcement économique. Ces informations peuvent aider à identifier des opportunités de production de revenus pour les parents et pour les jeunes proches de l'âge adulte qu'ils pourront poursuivre après avoir reçu l'éducation nécessaire en matière de gestion financière et d'épargne.¹⁸ Si aucune étude de marché n'est disponible, les agences pourront engager des membres de la communauté des deux sexes pour en conduire une. Citons parmi les documents disponibles les plus appropriés en général pour les études de marché :
 - *Market Assessment Toolkit for Vocational Training Providers and Youth*, Women's Refugee Commission, 2008¹⁹
 - *Market Research for Value Chain Initiatives*, MEDA, 2008²⁰
 - *EMMA: le guide pratique, Analyse et cartographie des marchés en état d'urgence*, Practical Action, 2010²¹
 - *Ensuring Demand Driven Youth Training Programs: How to Conduct an Effective Labor Market Assessment*, International Youth Foundation, 2012²²

Analyse des besoins de protection des enfants

- Les membres du personnel effectuant l'évaluation rapide des besoins en matière de protection des enfants devront inclure des questions sur les mécanismes de survie pendant et après des situations d'urgence, des chocs économiques ou d'autres crises, ainsi que sur les obstacles à l'accès aux services. La dernière version de l'outil intitulé ***Child Protection in Emergencies Rapid Assessment Tool*** du groupe de travail sur la protection de l'enfance comprend des questions sur l'exploitation sexuelle, le travail des enfants et les enfants déplacés.

PLANIFICATION ET CONCEPTION DES INTERVENTIONS QUI IMPLIQUENT DES ENFANTS OU DES ADULTES

PRINCIPES GÉNÉRAUX

- Les programmes les plus efficaces sont ceux qui adoptent une approche globale pour répondre aux divers besoins des enfants, en particulier dans le cas des enfants qui ne vivent pas dans une famille,²⁴ ce qui inclut des voies d'orientation multisectorielles entre acteurs de la santé et de la nutrition, de l'éducation, de la protection, des études psychosociales et du renforcement économique. Les interventions de renforcement économique, combinées avec les interventions dans les domaines sanitaire, social et psychosocial, ont permis de produire de meilleurs résultats pour les enfants que les programmes axés exclusivement sur le renforcement économique. Les aptitudes sociales comme l'estime de soi et la confiance, la résolution des problèmes, la négociation, la fixation d'objectifs, l'équité entre les genres, la santé reproductive et la gestion financière sont considérées comme des aptitudes essentielles dans le cadre de cet effort.²⁴
- Dans les endroits où les moyens de subsistance sont limités ou précaires, les mécanismes que les gens utilisent pour faire face sont souvent multiples, et les agences devraient envisager de combiner plusieurs types d'interventions de renforcement économique. Des interventions combinées peuvent également être nécessaires pour élever les revenus au-delà d'un certain seuil afin de réduire les risques de recours à des mesures pouvant être nuisibles à l'enfant. Par exemple, la combinaison d'une pension ciblée sur l'éducation avec une subvention pour la création d'entreprise pourrait donner aux parents une incitation pour envoyer leurs enfants à l'école plutôt que de les faire travailler très tôt.²⁵ Des interventions combinées sont parfois nécessaires pour faire adopter des comportements essentiels comme des habitudes d'épargne, qui permettront aux personnes les adoptant de faire face plus facilement à une crise.
- Les enfants sont très souvent amenés à travailler dans l'entreprise familiale, même lorsqu'ils ne sont pas impliqués comme bénéficiaires directs.²⁶ Les agences, de préférence dans le cadre d'une campagne plus large d'information sur les droits des enfants, devraient aider les familles et les communautés à comprendre l'importance de ces facteurs sur le développement des enfants,

TERMES

Les transferts monétaires conditionnels (TMC) fournissent des paiements en espèces aux ménages pauvres qui répondent à certaines normes de comportement, généralement associées aux soins et à l'éducation des enfants.

– Banque mondiale

La *microfinance* fait référence aux prêts, allocations, produits d'épargne et d'assurance, microcrédits et autres produits ciblant les personnes à faibles revenus.

– ONU

y compris sur leur santé physique et mentale, leur bien-être et leur place dans la société. Les parents doivent parler de la façon dont les activités de production de revenus de leur ménage affectent la sécurité de leurs enfants ou perturbent leur éducation.²⁷ Les bénéficiaires du renforcement économique et leurs enfants à charge doivent être encouragés à identifier les dangers sur le lieu de travail et adopter des mesures de sécurité avant que les enfants commencent à travailler.²⁸

CONSIDÉRATIONS RELATIVES AUX RISQUES :

- La plupart des programmes de renforcement économique, y compris les transferts monétaires et le microcrédit à grande échelle, choisissent les femmes plus souvent que les hommes comme bénéficiaires principaux. De multiples études ont montré que les femmes dans un rôle parental consacrent plus de ressources aux enfants que leurs homologues masculins. Cependant, les responsables des programmes doivent prendre en compte des changements possibles dans la dynamique des ménages. Dans certains contextes, l'octroi d'une pension ou d'un crédit aux femmes chefs de famille peut causer un accroissement de la violence domestique ou une baisse de prise en charge des enfants. Dans de tels cas, il peut être plus approprié de cibler l'homme chef de famille et d'incorporer des activités ou des conditions encourageant les hommes à allouer des ressources aux enfants.
- En matière de financement et de création d'entreprise, les interventions doivent être conçues avec pour but de promouvoir la croissance de l'entreprise au point où elle peut soutenir la création d'emplois pour des adultes plutôt que de s'appuyer sur l'emploi d'enfants dont le travail n'est pas rémunéré.²⁹
 - Les bénéficiaires doivent considérer que les revenus provenant du travail, des allocations ou des emprunts ont un avantage supérieur aux gains escomptés en pratiquant des activités plus lucratives, plus facilement accessibles et plus dangereuses comme le commerce sexuel.^{30,31}

REDEVABILITÉ

Les agences doivent s'assurer qu'un mécanisme de gestion des plaintes est en place pour encourager le signalement des cas de maltraitance et d'exploitation, et qu'il existe des voies d'orientation pour permettre des réponses appropriées à de telles situations en indiquant qui contacter si des violations des droits des enfants sont identifiées. Les communautés et les enfants doivent être impliqués dans leur conception. Des conseils sur la création de systèmes de gestion des plaintes sont disponibles dans *Good Enough Guide*, sur le site *Web Humanitarian Accountability Partnership* et dans *InterAction Step By Step Guide to Addressing Sexual and Exploitation Abuse*.

- La pratique du travail contre rémunération ou contre vivres doit être contrôlée pour s'assurer qu'elle n'entraîne pas une augmentation du travail des enfants.³² Des programmes de travaux rémunérés peuvent inciter des enfants à s'engager eux-mêmes dans un travail.³³
- Même quand un programme de renforcement économique ne vise pas les enfants comme bénéficiaires directs, il peut les exposer à certains risques. Les équipes doivent recevoir une formation en matière de protection de l'enfance, notamment sur les outils permettant d'analyser la possibilité d'effets indésirables sur les enfants au sein des foyers bénéficiant d'interventions de renforcement économique, les techniques de vérification de l'âge, les voies d'orientation vers d'autres services et les mécanismes d'enregistrement des plaintes. Les équipes travaillant directement avec les enfants doivent également recevoir une formation sur l'incorporation des droits des enfants au programme, sur le travail avec les enfants et sur l'encouragement de la participation des enfants.

ATTRIBUTION DES TÂCHES

- Étant donné que de nombreuses agences de protection des enfants ne disposent pas des compétences nécessaires pour la mise en œuvre des programmes économiques, et vice-versa, les agences devraient se limiter à intervenir dans leur domaine de compétence et construire des partenariats pour la réalisation des autres services.³⁴ Les acteurs chargés de la protection des enfants doivent fournir l'information et la formation, tandis que ceux qui sont chargés du renforcement et du relèvement économique doivent faciliter l'accès à une telle formation pour leur personnel.³⁵
- Bien qu'ils soient souvent gérés par des agences de protection de l'enfance, les programmes de renforcement économique nécessitent du personnel ayant des compétences économiques et commerciales. La combinaison d'expérience en bien-être social et dans les affaires est cruciale pour assurer le succès.

SÉLECTION DES BÉNÉFICIAIRES

- Les programmes doivent avoir conscience de la vulnérabilité accrue des enfants, tout particulièrement des filles. Comme les vulnérabilités peuvent changer dans des situations d'urgence, les administrateurs doivent réexaminer périodiquement leurs programmes pour assurer que les populations nouvellement marginalisées ont accès aux services nécessaires.^{36,37}
 - La compréhension du niveau particulier de vulnérabilité des bénéficiaires potentiels aide à prendre de meilleures décisions, de façon que les interventions de renforcement économique soient adéquates. Dans de nombreux cas, les interventions de renforcement économique ne correspondent pas vraiment aux besoins réels des bénéficiaires.

- Les administrateurs doivent consulter des personnes travaillant dans d'autres secteurs (eau, hygiène, éducation, santé), car elles peuvent avoir des informations pouvant contribuer à la formulation d'une image plus complète des enfants les plus vulnérables.³⁸
- Les personnes chargées de la mise en œuvre des interventions de renforcement économique s'appuient souvent sur les bénéficiaires pour s'auto-sélectionner afin de participer aux programmes. Ceci peut aider à produire de meilleurs résultats pour les programmes, mais les personnes en profitant le plus sont celles qui sont les plus capables et dégourdis, et ce ne sont généralement pas celles qui sont le plus dans le besoin. Les administrateurs du renforcement économique peuvent choisir de travailler avec des bénéficiaires auto-sélectionnés et avec des bénéficiaires ciblés, mais le choix entre les deux approches doit être influencé par les objectifs déclarés du programme, et non par la facilité de l'atteinte des meilleurs résultats possibles. Si le ciblage n'est pas souhaitable, les acteurs dans le domaine de la protection des enfants joueront un rôle clé pour identifier les groupes démographiques difficiles à atteindre — en particulier les filles, qui sont moins visibles — et pour les connecter avec des formes d'assistance moins traditionnelles.³⁹ Le cas échéant, les programmes doivent aussi inclure des personnes en situation de handicap ou des membres de leur famille, qui sont souvent confrontés à des problèmes supplémentaires.⁴⁰
- La sélection des participants qui sont les plus vulnérables et l'exclusion des autres peuvent créer de la stigmatisation sociale et rendre les premiers plus exposés au sein de leur communauté, en fonction des critères de sélection. Par conséquent, les bénéfices et les risques des stratégies de ciblage doivent être comparés. Parmi les programmes les mieux ciblés, on trouve souvent ceux qui s'appuient sur les membres de la communauté pour identifier les bénéficiaires et déterminer les critères de sélection, mais même un ciblage à base communautaire peut causer des problèmes de jalousie et de compétition.
- Dans les situations où les enfants en âge de travailler sont les bénéficiaires directs du programme, on peut faire appel à eux pour identifier et localiser d'autres jeunes plus marginalisés. Cependant, il convient de prendre des mesures pour s'assurer que le ciblage ne cause pas de stigmatisation sociale.

CONDITIONNALITÉ

Les transferts monétaires conditionnels permettent aux programmes de s'attaquer à des problèmes non financiers en relation avec le bien-être des enfants. Dans certains pays, les transferts monétaires nécessitent la participation des bénéficiaires à des groupes de discussion sur le rôle parental, ou imposent un certain nombre de visites médicales chaque année. Il faut noter que la conditionnalité est contestable, et que les conditions doivent être basées sur le contexte, et n'être utilisées que lorsque cela est approprié. Les concepteurs des programmes ont parfois tenté d'imposer de telles conditions à d'autres types de programmes de renforcement économique (apprentissage, formation, etc.), mais cette pratique est mal documentée et peu comprise.

- Dans les cas où le personnel ne dispose pas de la capacité de surveiller si les conditions sont respectées, comme en cas de crise aiguë, il peut être nécessaire de commencer par des transferts monétaires inconditionnels et d'imposer des conditions ultérieurement. Cependant, si cette stratégie est adoptée, il faut qu'elle soit bien expliquée et que les bénéficiaires soient informés des changements aussitôt que possible.
- La conditionnalité n'est pas une garantie de protection des enfants ou d'amélioration de leur bien-être.
 - Dans au moins une évaluation rigoureuse d'un programme, il a été démontré que la santé mentale des filles d'âge scolaire s'est améliorée quand elles ont reçu une allocation, assortie ou non de conditions, mais cette amélioration ne semble pas avoir été durable, car les différences mesurées entre le groupe témoin et le groupe ayant fait l'objet de l'intervention ont essentiellement disparu après la fin de l'intervention.⁴¹ Si le programme impose que l'enfant s'engage dans une action spécifique pour que les parents reçoivent l'allocation, ceci risque d'augmenter la charge de l'enfant et d'aggraver les problèmes de santé mentale.⁴² Dans certains cas, les allocations inconditionnelles ont plus retardé le mariage des enfants que les allocations conditionnelles, principalement en raison de l'effet des allocations non conditionnelles chez les filles qui avaient abandonné l'école pendant le déroulement du programme.⁴³
 - Bien que les transferts monétaires conditionnels puissent aider les enfants à rester à l'école, l'incidence du travail chez ces enfants peut toujours augmenter pendant une crise économique ; les enfants peuvent alors commencer à travailler en dehors des horaires scolaires, ou leurs frères et sœurs peuvent être encouragés à quitter l'école.⁴⁴
- Le montant du transfert monétaire doit être suffisamment élevé pour permettre au ménage de compenser les pertes associées au respect des conditions (perte de revenus résultant du fait que les enfants cessent de travailler) et de couvrir les nouvelles obligations, par exemple les frais de scolarité, les uniformes, les livres, les repas et les frais de transport.

ÉQUITÉ ENTRE LES GENRES

Dans les programmes ciblant les adultes, les relations entre les genres sont une considération importante afin de maximiser les bénéfices pour les enfants ; par exemple, les femmes qui ont un rôle parental consacrent généralement une plus grande part de budget aux enfants que leurs homologues masculins. Cependant les hommes sont plus susceptibles de faire des investissements rentables⁴⁶ et leur potentiel d'accroissement des revenus totaux du ménage peut être supérieur. Les meilleures pratiques incluent à la fois le ciblage sexospécifique et l'intégration des genres, ainsi qu'une réflexion sur l'engagement tenant compte des rôles et des relations au sein du ménage aussi bien que de l'ensemble de la communauté, notamment le renforcement du rôle des femmes en matière de prise de décisions et celui des hommes dans les soins et l'éducation des enfants.

Ciblage basé sur le genre

Les programmes ciblant les adultes ne parviendront que rarement à faire participer les deux sexes en s'appuyant sur le simple fait qu'un besoin existe. Les femmes sont confrontées à beaucoup plus d'obstacles à la participation que les hommes. Il est possible de surmonter ces obstacles en combinant :

- Les financements qui sont réservés à des projets de renforcement économique ciblant exclusivement les femmes ;
- Les plateformes de dialogue au sein de la communauté au sujet de l'accès des femmes aux programmes et sur les préjugés sexistes qui limitent les opportunités de travail rémunéré pour les femmes ;
- Impliquer les femmes dans la conception des interventions et discuter des risques potentiels ;
- Lutter pour changer les politiques limitant les opportunités pour les femmes ;
 - notamment dans les pays où les femmes n'ont pas le droit de posséder des biens ou d'hériter, les agences devraient faire pression sur les gouvernements pour qu'ils changent ces politiques ;
- Inclure des hommes dans les programmes qui n'incluent traditionnellement que des femmes (p. ex., inclusion d'hommes dans des programmes sur la nutrition des enfants).

Il peut également être nécessaire d'employer des approches ciblées visant les hommes et les garçons, comme des cours d'éducation parentale, afin que les enfants à leur charge puissent bénéficier au maximum des interventions.

Intégration des genres

Qu'un programme s'adresse ou non aux femmes en particulier, les questions d'égalité entre les sexes doivent être analysées et il faut en tenir compte dans la conception, le suivi et l'évaluation du programme ; c'est la seule façon de pouvoir comprendre l'impact du programme et les effets indésirables possibles. Voici quelques considérations essentielles concernant l'équité de l'accès des femmes aux programmes :

- L'existence de services de garde d'enfants déterminera souvent si les parents, en particulier les jeunes mères, peuvent participer à ces programmes.
- Les réunions d'information et les modalités de participation au programme doivent tenir compte des responsabilités domestiques et, dans la mesure du possible, prévoir des moyens pour que les femmes puissent y participer.
- Pour instruire les programmes, des femmes devraient être recrutées car elles représentent un exemple positif et elles sont plus à même de comprendre les besoins des femmes.
- Les voies menant aux sites des projets devraient être bien éclairées et jugées sûres par les femmes et les filles.

- Pour assurer la protection des participantes, des fournitures d'hygiène féminine et des toilettes séparées pour les hommes et pour les femmes, avec des portes fermant à clé, devraient être disponibles.
- Des cours d'alphabétisation et de calcul seront peut-être nécessaires pour accompagner les programmes dans les cas où une proportion élevée de femmes sont analphabètes.

Habilitation des femmes

Même si les femmes sont généralement plus susceptibles d'allouer des ressources aux enfants, ceci dépend dans une large mesure de leur capacité d'influencer les décisions prises au sein du ménage. Par ailleurs, leur accès aux marchés et à d'autres ressources sera limité par les normes et pratiques en vigueur dans leur communauté.

- Des prêts, des plans d'épargne et des transferts monétaires ciblant les femmes pourraient augmenter leur influence sur les décisions au sein du ménage. Le pouvoir de négociation d'une femme peut augmenter en fonction du montant des revenus qu'elle contribue au ménage.⁴⁷ Cependant, lors de la création d'un programme, il faut tenir compte du risque accru de problèmes pouvant résulter d'une telle situation, tels que la violence sexiste ou l'accroissement de la charge de travail sans recevoir de soutien additionnel. Dans le cas d'un prêt, il arrive que l'homme jouant le rôle de chef de famille s'approprie les fonds apportés par la femme, ce qui réduit l'impact sur le pouvoir de prise de décisions, contrairement à un plan d'épargne ou une pension.
- Les programmes de renforcement économique qui sont mis en œuvre par le biais de groupes représentant les intérêts des femmes peuvent produire de meilleurs résultats pour les enfants (en particulier les filles) que les programmes qui ciblent les mères individuellement. Ceci peut être causé par la cohésion sociale résultant des interactions de tels groupements qui donnent plus de pouvoir de négociation aux femmes pour obtenir davantage de ressources et en faire bénéficier les enfants.⁴⁸

CONCEPTION DE PROGRAMMES ENGAGEANT DIRECTEMENT DES ENFANTS

Bien que la plupart des programmes ciblent les adultes, des adolescents proches de l'âge adulte peuvent également bénéficier directement de l'enseignement de compétences, de la mise en place de plans d'épargne, de programmes d'apprentissage et d'autres activités visant à les aider à améliorer leurs moyens de subsistance.⁴⁹ Dans les contextes post-conflit ou dans les zones où la prévalence du VIH est élevée, il y a souvent des enfants qui ont besoin d'acquérir les compétences nécessaires pour gagner de l'argent et gérer un budget comme les adolescents (et surtout les adolescentes) qui se retrouvent seuls à la tête d'un foyer, les orphelins, ou d'autres cas vulnérables. C'est pourquoi les adolescents proches de l'âge adulte sont parfois directement impliqués par les organisations humanitaires dans les programmes de renforcement économique et de formation.

- Il est important de communiquer aux enfants ce à quoi ils ont droit en tant que bénéficiaires pour qu'ils ne pensent pas qu'ils ont besoin de donner quelque chose (argent, cadeaux, faveurs, services sexuels) en échange de services ou de marchandises. Cette communication peut se faire par le placement d'affiches sur le site du programme (avec des images pour tenir compte des personnes qui ne savent pas bien lire) pour faire connaître l'assistance disponible et les attentes raisonnables à ce sujet.⁵⁰

TRAVAIL DES ENFANTS : DISTINCTIONS À FAIRE

De nombreux adolescents et adolescentes ont la capacité, le désir et le besoin de s'engager dans la vie active, et en cas de crise on s'adresse souvent à eux pour qu'ils contribuent aux revenus du ménage. Dans certains pays, beaucoup de jeunes sont déjà engagés dans la vie active. La participation d'enfants ou d'adolescents à des travaux, à condition que cela n'affecte pas leur santé ou leur développement personnel, et que cela ne les empêche pas d'aller à l'école, est généralement bien considérée. Les tâches ménagères, la participation à l'entreprise familiale et les activités qui permettent de gagner un peu d'argent de poche en dehors des heures d'école et pendant les vacances peuvent contribuer au développement des enfants et au bien-être de leur famille. Elles leur donnent également les aptitudes et l'expérience nécessaires pour les préparer à devenir plus tard des membres productifs de la société.

—OIT, *About Child Labor*

De nombreuses agences hésitent, et on les comprend, à promouvoir des interventions impliquant le travail d'enfants de moins de 15 ans en vue du risque d'abandon de la scolarité. Cependant, les efforts qui visent à préserver les enfants du travail peuvent également leur faire du tort en éliminant un moyen de développement et une source de revenus pour la famille. Ceci est particulièrement vrai en cas de crise.

—Interagency Network on Education in Emergencies (INEE), *Education and Opportunity: Post-Primary and Income Growth*

- Les partenaires de tout programme engageant des enfants doivent recevoir une formation en protection et droits des enfants et sur l'exploitation et la maltraitance des enfants, et ils doivent consentir à respecter un code de conduite.
- Un mécanisme de gestion des plaintes devrait être établi pour donner aux bénéficiaires un moyen de signaler toute exploitation ou tout abus. Ceci est particulièrement important dans les programmes où l'enfant doit résider sur place ou faire un stage dans une entreprise privée.⁵¹
- De nombreux adolescents qui vont toujours à l'école ne manifestent guère d'intérêt pour travailler, et il ne faut pas tenter de les convaincre de le faire.
- Pour les adolescents qui ne sont plus scolarisés, une formation à la gestion d'entreprise ou au travail indépendant est parfois adéquate.⁵² Les programmes doivent aider les filles et les garçons à déterminer l'équilibre entre le travail, l'éducation et les loisirs qui est bon pour eux et pour elles, tout en insistant sur l'importance des accomplissements scolaires.⁵³
- Lorsque les enfants travaillent à l'extérieur de leur foyer, il faut passer en revue leur emploi du temps avec leurs parents et leurs employeurs pour se mettre d'accord sur un équilibre raisonnable entre le travail, l'école et les loisirs.⁵⁴
- Octroyer des allocations ou offrir des opportunités d'emploi à des adolescents, en particulier à des adolescentes, peut introduire des risques pour leur sécurité. Les concepteurs des programmes doivent surveiller continuellement les risques d'exploitation ou de maltraitance en liaison avec la participation à ces programmes et ajuster la conception des programmes pour atténuer les dangers.
 - Les enfants peuvent subir des pressions ou même de la violence de la part de personnes voulant avoir accès à leur argent. Les programmes de transferts monétaires et de production de revenus ciblant directement les adolescents doivent inclure des mécanismes de protection, y compris des refuges, pour assurer la sécurité des adolescents.

Avant d'introduire tout programme de renforcement économique visant des adolescents, il est bon de consulter toutes les informations concernant les taux de fréquentation, d'échec et d'abandon scolaires. Les tendances dans ces domaines peuvent aider les concepteurs à comprendre quels groupes d'enfants (par âge, sexe, groupe ethnique, etc.) sont les plus susceptibles de manquer l'école ou de décrocher, et quels mois de l'année sont caractérisés par le plus de décrochages et de jours d'école manqués. Il faut tenir compte de ces tendances pour décider quand le programme devrait être introduit.

—Thompson, Hanna. *Child Safeguarding in Cash Transfer Programming* (projet), SC-UK/CaLP, 2012

- De nouvelles incitations financières peuvent pousser les adolescents à s'absenter de l'école ou même à la quitter définitivement. L'incapacité de rembourser un prêt peut pousser à la prostitution ou à d'autres stratégies négatives pour obtenir de l'argent. C'est pourquoi le micro-crédit est susceptible d'accroître la vulnérabilité des adolescentes.⁵⁵
- Les participants doivent être bien informés pour qu'ils aient des attentes réalistes quant aux bénéfices et coûts potentiels de leur participation à des programmes.⁵⁶ Les enfants, tout particulièrement, ont parfois des conceptions démesurées de ce qu'ils peuvent gagner, ce qui peut conduire à des frustrations et à l'abandon du programme. Une communication claire et des attentes réalistes aideront à assurer que les enfants comprennent que le programme n'est pas une promesse d'argent facile mais un pas vers l'amélioration et l'indépendance.⁵⁷
- Les programmes doivent viser à créer des relations constructives parmi les jeunes ainsi qu'entre les jeunes et le reste de la population. Les associations de jeunes ou les clubs d'enfants sont des plateformes recommandées.
- Les enfants qui travaillent doivent avoir une plateforme pour leur permettre d'exprimer leurs opinions sur les façons d'améliorer leur environnement professionnel.⁵⁸ La plateforme ne doit pas comporter de danger, notamment pas de risques de représailles si les enfants critiquent ou condamnent l'entreprise pour laquelle ils travaillent. Dans l'idéal, l'entreprise elle-même devrait s'impliquer dans le processus et être prête à recueillir les commentaires des enfants.
- Les programmes devraient collaborer avec les enfants dans les quartiers et les communautés où ils vivent, et ne pas les forcer à faire de longs trajets qui pourraient les exposer à davantage de risques.⁵⁹
- Les programmes de renforcement économique doivent s'efforcer en particulier d'inclure des adolescents handicapés proches de l'âge adulte, qui ont beaucoup moins d'opportunités d'accès à l'éducation que les enfants valides, et qui auront donc moins d'opportunités d'emploi quand ils seront adultes.⁶⁰

Inscription et vérification des enfants

- L'admissibilité aux programmes de renforcement économique ne doit pas être soumise à des conditions trop rigides comme la présentation d'un acte de naissance.⁶¹
- Comme les programmes de renforcement économique (en particulier ceux qui comprennent des transferts monétaires) attirent souvent des enfants qui n'ont pas encore atteint l'âge de travailler, les concepteurs des programmes doivent avoir recours à d'autres moyens pour vérifier l'âge d'un enfant, comme les enquêtes biographiques qui documentent les événements importants de la vie de l'enfant.
- Si des cartes d'identification individuelle sont établies pour participer à un projet, ces cartes ne doivent pas inclure d'informations pouvant indiquer la vulnérabilité de l'enfant, comme le statut d'orphelin, la séropositivité, le handicap ou le statut de réfugié ou déplacé car cela pourrait faire

subir aux enfants de la stigmatisation sociale et accroître les dangers.

- Les processus d'inscription et de vérification peuvent révéler des cas nécessitant un besoin supplémentaire de protection. Lors de la préparation d'un programme, les concepteurs doivent établir un mécanisme d'orientation vers d'autres prestataires de services.
- Obtenir le soutien des parents ou du tuteur encourage non seulement l'enfant à participer,⁶² mais est également une obligation. Les agences doivent s'assurer que les parents comprennent et signent (ou, s'ils sont analphabètes, approuvent verbalement) un formulaire de consentement pour la participation de leurs enfants à tout aspect d'un programme de renforcement économique.

Équité entre les genres dans les programmes de renforcement économique engageant des enfants

Traditionnellement, les filles ont été exclues des programmes de renforcement économique,⁶³ le plus souvent parce que les concepteurs des programmes n'avaient guère fait d'efforts pour les atteindre. Dans les cas où elles ont été incluses, elles ont souvent été engagées dans des activités renforçant les rôles féminins traditionnels et ne réduisant nullement la marginalisation économique des filles. Les programmes visant à engager les adolescentes de façon productive ne doivent jamais oublier que :

- Les filles sont souvent moins visibles dans la communauté que les garçons, et elles ont beaucoup plus d'obstacles à surmonter pour la participation. Les concepteurs des programmes doivent prendre des mesures particulières pour attirer les filles. Citons par exemple :
 - Négocier avec les communautés et les parents pour promouvoir et encourager la participation des filles.
 - Engager des parents des deux sexes ainsi que les adolescentes elles-mêmes pour trouver des moyens sans danger d'atteindre les cas les plus inaccessibles dans une communauté.
 - Créer des plateformes de discussion au sein de la communauté au sujet de l'accès des filles aux programmes et des conséquences des préjugés sexistes.
 - Faire pression pour changer les politiques limitant les opportunités pour les filles.
- La participation des filles à des programmes peut être rendue plus facile par certaines mesures spécifiques :
 - Inviter les filles à identifier des tâches et des horaires appropriés.
 - Fournir des services à des moments favorables à la participation des filles – en tenant compte de leurs responsabilités domestiques et de leurs autres obligations lorsqu'elles ont des frères et sœurs à charge.
 - Inviter les filles à identifier les risques qui pourraient résulter du programme et à trouver des moyens pour y remédier.

- Inclure des femmes dans le personnel enseignant. Les femmes peuvent être des exemples positifs et sont plus susceptibles de comprendre les besoins des filles.
 - S'assurer que les trajets que les filles empruntent pour mener leurs activités dans le cadre du programme sont sûrs et bien éclairés. Inviter les filles et les autorités locales à participer à des discussions sur la sécurité et comment rendre les routes plus sûres.
 - Prendre des mesures de sécurité et d'hygiène, notamment fournir des serviettes hygiéniques et des toilettes séparées pour les hommes et pour les femmes avec des portes fermant à clé.
 - Former le personnel en matière de droits, de protection, d'exploitation et de maltraitance des enfants, et exiger que tous les membres du personnel respectent un code de conduite.
 - Inviter des personnes respectées dans le village ou la communauté pour qu'ils sélectionnent les filles susceptibles de participer aux programmes.
- Dans la mesure du possible, les programmes d'emploi rémunéré, de formation professionnelle et de création d'entreprise doivent veiller à ne pas renforcer l'inégalité entre les genres en orientant les jeunes vers des emplois qui perpétuent les stéréotypes sexistes. Les travaux nécessitant des compétences généralement attribuées aux hommes ont tendance à être mieux payés et mieux considérés que ceux nécessitant des compétences généralement attribuées aux femmes. Filles et garçons doivent être encouragés à acquérir des compétences non traditionnelles, qui défient les stéréotypes sexistes, en particulier les compétences dans les nouveaux domaines qui ne sont pas encore catégorisés et qui offrent souvent plus de débouchés que les métiers traditionnels.
 - Les programmes doivent également comprendre une formation sur les aptitudes de la vie courante comme le renforcement de l'estime de soi et la prise de confiance, la résolution des problèmes, la fixation d'objectifs, l'équité entre les genres et la santé reproductive.

APPROCHES QUI ENCOURAGENT LA PARTICIPATION DES ENFANTS

APPRENTISSAGE DE L'ÉPARGNE ET ÉDUCATION FINANCIÈRE

Les plans d'épargne constituent une approche très répandue en renforcement économique pour les enfants dans les pays en voie de développement. Même dans des contextes de crises, une éducation financière partielle peut être introduite dans le cadre d'un programme de transition de l'école à la vie active. L'épargne est un élément important des interventions visant à augmenter les revenus.

L'épargne est parfois un effort collectif, souvent organisé au sein d'une école. Dans d'autres cas, les enfants ont un compte d'épargne individuel dans un établissement financier réel. Les modèles de plan d'épargne pour enfants peuvent être plus ou moins formels. Il peut s'agir notamment d'un compte épargne traditionnel individuel ou jumelé, un compte épargne jumelé ou non avec une éducation financière, ou un compte épargne jumelé ou non avec d'autres services financiers.⁶⁴ Il convient de tenir compte des éléments suivants quand on implique des enfants dans des programmes d'épargne ou d'éducation financière.

- Le manque d'accès à des établissements financiers agréés est très courant dans les pays en développement, en particulier chez les pauvres.⁶⁵ Les enfants, notamment, n'ont pas toujours les documents officiels nécessaires pour ouvrir un compte, et ils ne possèdent souvent pas le dépôt minimum pour ouvrir un compte. Les agences peuvent intervenir pour aider les enfants à ouvrir un compte d'épargne afin qu'ils puissent apprendre les bonnes habitudes financières. Dans certains cas, des ONG sont parvenues à faire réduire les restrictions sur les services financiers offerts aux enfants.⁶⁶

MICROCRÉDIT

Les programmes de microcrédit peuvent être appropriés pour les enfants les plus âgés (au moins 15 ans) qui ont adopté des comportements rémunérateurs et ont suivi une formation à la gestion financière et à la création d'entreprises, mais les résultats pour les enfants ne répondant pas à ces conditions sont souvent décevants. Dans la plupart des cas, les enfants sont considérés comme ne manifestant guère d'intérêt pour les produits de crédit ou comme n'étant pas prêts à gérer des dettes. Les enfants scolarisés qui s'impliquent dans la création d'entreprise risquent fort de manquer des jours d'école ou même de décrocher complètement. Les adolescents les plus jeunes, en particulier, sont considérés comme ne disposant pas des réseaux et de l'expérience nécessaires pour lancer une petite entreprise et la gérer de façon durable. Il peut être préférable d'accorder des prêts aux femmes plutôt qu'aux adolescents.

ICRW/Nike Foundation. *Emerging Insights: Linkages Between Economic Empowerment and HIV Interventions for Girls and Young Women*, 2010.

- La plupart des programmes d'éducation financière ne sont pas bien adaptés aux enfants. Les agences doivent s'assurer que l'éducation financière ne cible pas exclusivement les adultes.
- Les programmes d'éducation financière doivent être adaptés aux enfants de tous âges grâce à une approche axée sur l'apprenant et tenant compte de son expérience en matière de gestion d'argent. La gestion financière peut être enseignée dans le cadre de l'éducation scolaire ou d'un programme non scolaire, mais il faudra de toute façon prévoir une formation de l'enseignant.
- Dans la mesure du possible, les agences devraient encourager les programmes d'épargne et de crédit collectifs. Les enfants qui épargnent dans le cadre d'un groupe ont tendance à retirer leur argent moins souvent.⁶⁷
 - Un groupe auto-sélectionné ou déjà formé est généralement plus approprié qu'un groupe créé par les concepteurs du programme.⁶⁸
- De nombreux adolescents ont une forte propension à faire des économies, mais en raison de pressions familiales ou sociales ils peuvent avoir du mal à garder le contrôle de leurs revenus, de leur épargne et de leurs dépenses.⁶⁹ Les programmes doivent inviter les parents à discuter des objectifs et de l'importance de l'épargne pour les enfants.
- L'éducation financière est un investissement à long terme. Il convient de tirer parti des moments « propices à l'apprentissage », notamment lorsque l'enfant encaisse son salaire pour la première fois ou quand il est apte à ouvrir un compte en banque. Il faut apprendre aux enfants qu'une bonne gestion financière est importante pour assurer leur bien-être à long terme.⁷⁰
- Certains programmes ajoutent des mesures incitatives à l'épargne en ajoutant aux dépôts effectués par les enfants une contribution équivalente. Les chercheurs dans au moins un pays n'ont constaté aucune différence dans les montants épargnés par les enfants entre une contribution égale au dépôt et une contribution supérieure (3 fois le montant, 4 fois le montant, etc.).^{71,72} Des études de marché extensives et participatives sont donc essentielles pour déterminer le niveau de contribution adéquat selon le contexte.

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE/STAGES

Les stages de formation-insertion dans des entreprises bien établies sont l'un des moyens les plus efficaces pour aider les adolescents à acquérir une expérience professionnelle utile. Ces stages peuvent préparer les adolescents à l'emploi, leur apprendre des nouvelles techniques et des compétences recherchées, renforcer leurs aptitudes professionnelles et nouer des contacts prometteurs avec des employeurs. Le stage et la formation technique vont souvent de pair.

- Les liens avec les entreprises et les autorités locales sont importants pour créer des programmes d'apprentissage professionnel et améliorer les chances d'emploi pour les participants.

- Dans le cas des enfants des rues ou des jeunes vulnérables et démobilisés, une expérience professionnelle peut être utile pour réduire la stigmatisation sociale en facilitant leur réintégration dans la communauté, surtout si elle fait partie d'un programme d'assistance plus complet.⁷³
- Les agences doivent veiller à ce que les employeurs connaissent les droits des enfants et signent un code de conduite qui régira leur comportement envers les bénéficiaires.
- Un contrôle régulier par un mentor spécialisé pendant le déroulement du stage est crucial pour aider les jeunes à s'adapter au travail dans la vie réelle⁷⁴ et aide à repérer les menaces éventuelles pour leur sécurité et signaler les exploitations ou abus.

RÉSULTATS NÉFASTES POUR LES ENFANTS

Les interventions de renforcement économique peuvent bénéficier de maintes façons aux enfants, mais elles peuvent aussi avoir des effets nuisibles involontaires. Même les simples changements d'emploi du temps peuvent avoir des effets négatifs, en réduisant par exemple les heures passées en compagnie des parents, en allongeant le temps qu'un enfant passe à s'occuper de ses frères et sœurs ou à travailler ou en réduisant le temps qu'il passe à l'école.

L'impact peut être disproportionné, affectant parfois plus les filles et parfois plus les garçons. Les changements peuvent également avoir un impact néfaste sur les enfants non bénéficiaires, les forçant par exemple à travailler plus ou à assumer davantage de tâches domestiques, ce qui peut contribuer à un abandon scolaire dans certains cas.

Les programmes doivent trouver le meilleur moyen d'aider les parents et les enfants à atténuer les risques pour leur sécurité qui résultent de leurs nouvelles activités économiques. Il faut tenir compte de ce qui suit pour éviter les conséquences néfastes :

- Avec les nouvelles ressources et l'habilitation que les programmes de renforcement économique apportent, les femmes et les filles peuvent subir initialement un retour de bâton pouvant causer de la violence dans la communauté ou dans le ménage.⁷⁶ Cette menace accrue diminue généralement au fur et à mesure que les autres femmes et filles, leurs partenaires et les autres membres de la famille et de la communauté s'habituent à leur nouveau statut. L'engagement des partenaires et d'autres membres de la famille pendant les phases de conception et de mise en œuvre du projet, comme cela est recommandé ci-dessus, peut contribuer à atténuer ce risque.

ALLOCATIONS DESTINÉES AUX ENFANTS

Les allocations octroyées directement aux enfants ne sont pas souvent utilisées, et les recherches sur leur impact sont encore plus rares, tout particulièrement dans des situations de crise.

Il ne faut jamais donner d'argent liquide à des adolescents dans le cadre d'une démobilisation d'un groupe armé, car cela pourrait accroître les risques d'exploitation et de violence.

- Il peut également être utile d'engager des femmes, des filles, des garçons et des hommes pour identifier les risques et trouver des façons d'éviter la violence associée à la participation au programme. Ceci nécessite une coopération avec les autorités locales ainsi que les hommes et garçons de la communauté pour discuter des comportements sexistes et des inégalités de genre, et pour y remédier.
- Les programmes de renforcement économique doivent prendre en compte qu'une mobilité accrue chez les filles peut entraîner des risques d'insécurité. Les interventions peuvent accroître l'exposition à la violence sexiste par exemple, lorsque les déplacements liés à leurs nouvelles activités à l'intérieur et hors de la communauté augmentent.⁷⁶ Les projets doivent évaluer les avantages et les inconvénients d'une mobilité accrue pour les filles.
- Des services de crèche temporaires peuvent être nécessaires pour permettre la participation des femmes et des filles. Ils permettent également de soulager les adolescents qui s'occupent généralement des plus petits. Au début d'une intervention économique, comme les parents sont accaparés par les programmes de formation et relèguent les tâches ménagères aux enfants, on enregistre parfois des baisses au niveau des résultats scolaires et de l'assiduité et un manque de temps pour les jeux et les loisirs.^{77,78} Cette situation se manifeste surtout dans les familles avec des personnes handicapées, étant donné que certains enfants doivent assumer de nouvelles responsabilités à cet égard pendant que d'autres membres de leur famille s'engagent dans des programmes de renforcement économique.
- Le travail des enfants ne diminue pas toujours en fonction de l'augmentation des revenus d'un ménage ; la corrélation est complexe. Lorsque le père et la mère sont tous les deux engagés dans un nouveau travail à l'extérieur, les enfants doivent s'occuper des tâches ménagères dont leurs parents se chargeaient auparavant ou aider leurs parents dans leur nouvelle entreprise, et ceci peut nuire à leur scolarité. Les organisateurs des programmes peuvent s'attendre à observer à la fois des augmentations et des diminutions du nombre des enfants travaillant à l'extérieur en conséquence d'une intervention, et ils doivent prévoir des moyens de contrôler ces effets et des solutions adéquates.
 - Au Nicaragua, un programme de transferts monétaires a révélé que le travail infantile augmentait d'abord, puis diminuait au fur et à mesure que le revenu des ménages dépassait un seuil minimum.⁷⁹ Dans un programme de micro-crédit, les petits emprunts avaient tendance à faire augmenter le nombre des enfants qui travaillaient, tandis que les gros emprunts permettaient aux parents d'embaucher des adultes dans leurs entreprises et réduisaient le travail infantile.⁸⁰

SUIVI ET ÉVALUATION

Les programmes ne peuvent fonctionner avec un minimum de risques et profiter pleinement aux enfants que si des systèmes de suivi et d'évaluation enregistrent les résultats directs et indirects sur les filles et les garçons. Par ailleurs, l'évaluation de l'impact d'un programme de renforcement économique sur les enfants peut aider à défendre l'action de ces programmes et les administrateurs sur le terrain à bénéficier de ressources supplémentaires.

Que les programmes de renforcement économique s'adressent à des adultes ou des enfants, leur modèle causal doit être construit autour de la protection des enfants ou l'amélioration de leur bien-être. Un modèle causal simple est présenté en exemple ci-dessous.

- La collecte de données au niveau de chaque enfant et leur analyse par sexe et par tranche d'âge sont essentielles à cet égard.^{81,82} L'impact ne sera pas le même selon le groupe de bénéficiaires et les responsables des programmes doivent recueillir des informations sur l'âge et sur le sexe afin de pouvoir ajuster les programmes pour répondre à des besoins spécifiques. Les données désagrégées peuvent également aider à identifier les profils d'enfants qui abandonnent un programme et à trouver des stratégies pour leur permettre de continuer.
- Le personnel chargé du contrôle et de l'évaluation devrait encourager le plus possible les filles et les garçons (en particulier entre 14 et 17 ans et les enfants chefs de famille) à participer au processus : suivi post-distribution, rapports destinés aux donateurs, etc.
- Vous trouverez des méthodes spécialement conçues pour impliquer les enfants dans les activités de suivi dans les outils suivants :
 - *How to Consult with OVC and Children at Risk* dans le guide pratique OEV de la Banque mondiale, 2005
 - *Children and Participation: Research, Monitoring and Evaluation with Children and Young People*, Save the Children UK, 2000
 - *Ethical Approaches to Gathering Information from Children and Adolescents in International Settings: Guidelines and Resources*, Population Council & Family Health International, 2005
 - *Participative Ranking Methodology*, Child Protection in Crisis, 2010
 - *Time Use PRA Guide and Toolkit for Child and Youth Development Practitioners*, STRIVE Technical Primer, FHI 360, 2013.

TERMES

Résultats : Les effets d'un programme à court ou moyen terme, à savoir les changements dans ce que les gens font, en conséquence des résultats, ou extraits, d'un projet.

Impact : Les effets à long terme produits par un projet ou un programme sur des populations ou groupes identifiables.

Bamberger, M. et al. (2006) *Real World Evaluation: working under budget, time, data and political constraints*, SAGE

ACTIVITÉS	EXTRANTS	RÉSULTATS	IMPACT
Promotion de l'épargne collective	Accroissement du patrimoine et du capital social	<ul style="list-style-type: none"> • Facilitation des revenus et des dépenses • Réduction des tensions au sein de la communauté • Réduction des tensions au sein du ménage 	Amélioration de la protection et du bien-être des enfants
Formation agricole	Meilleure capacité de culture de plantes alimentaires et de production de cultures commerciales	<ul style="list-style-type: none"> • Revenus plus élevés • Sécurité alimentaire accrue 	
Dialogue sur les droits des enfants et le travail des enfants	Sensibilisation aux risques associés à la protection et à l'importance de la gestion des dépenses pour les enfants	<ul style="list-style-type: none"> • Plus de dépenses pour répondre aux besoins des enfants • Moins de violence et d'abus 	

Emprunt au modèle causal présenté dans Household Economic Strengthening in Tanzania: *Framework for PEPFAR Programming (projet)*, Jason Wolfe, USAID, 2009.

- Les administrateurs doivent réaliser une enquête au début de toute intervention afin de comprendre les niveaux de bien-être et de vulnérabilité des filles et des garçons inscrits au programme ; ils pourront ensuite s'en servir comme point de référence pour évaluer les changements survenus.
- Le programme doit veiller à ce que les personnes ayant des fonctions de supervision effectuent des contrôles périodiques pour s'assurer du respect des directives, des politiques et du code de conduite.⁸³ Par exemple :
 - quand ils conduisent une visite de supervision sur un site, demander au personnel du programme si des cas d'abus et d'exploitation d'enfants ont été signalés, ce qui s'est passé alors et comment les rapports et les réponses ont été documentés ;
 - demander quelles techniques de vérification de l'âge sont utilisées par le personnel ;
 - demander au personnel comment il documente les inscriptions au programme et les données sur l'accomplissement des objectifs, y compris les profils des participants par sexe, âge et autres informations contextuellement importantes.
- Le programme doit s'appuyer sur des méthodes fiables pour mesurer le bien-être des parents et des enfants – dans l'idéal, tel que les parents ou les enfants l'ont eux-mêmes exprimé.⁸⁴

- Les indicateurs doivent être alignés sur les priorités et les besoins déterminés localement. La comparaison du bien-être des enfants dans des environnements différents nécessite des normes universelles. Cependant, en fonction du contexte local, des changements dans certains domaines du bien-être des enfants seront plus appropriés que d'autres.⁸⁵
- Le personnel devrait demander aux filles et aux garçons leur point de vue sur le bien-être et le succès lors de la conception des systèmes d'évaluation pour utiliser des indicateurs pertinents.
- Les agences devraient évaluer les variations entre le temps dédié aux activités ménagères et celui dédié aux activités rémunérées pour les enfants bénéficiaires, les autres membres de la famille, et les enfants non bénéficiaires, et proposer des garderies d'enfants pour les parents qui travaillent. Les programmes devraient prévoir du personnel pour assurer un suivi post-formation d'un an maximum afin de déterminer si les bénéficiaires ont réussi à trouver un travail rémunéré correspondant à leur formation ou ont maintenu un niveau d'épargne adéquat, etc.⁸⁶ De nombreux rapports de projets de renforcement économique se plaignent du manque de données de suivi une fois le programme terminé.

INDICATEURS CONSEILLÉS

La collecte de données doit normalement être décomposée par sexe et âge des enfants ainsi que par statut socio-économique. Bien que les programmes ne recueillent généralement pas toutes les données suivantes, cette liste devrait aider les personnes mettant les programmes en œuvre à réfléchir aux relations de causalité et à déterminer ce que pourraient être des indicateurs appropriés pour le contexte et les bénéficiaires de leurs programmes.

Programmes ciblant soit des adultes, soit des enfants comme bénéficiaires principaux

Indicateurs de conception et de gestion des programmes

- Pourcentage de programmes de renforcement économique et de protection de l'enfance conçus avec les contributions de femmes, filles, garçons et hommes de la communauté.
- Pourcentage de programmes de renforcement économique et de protection de l'enfance conçus avec des méthodes d'évaluation participative de femmes, filles, garçons et hommes de la communauté.
- Pourcentage de programmes de renforcement économique conçus avec la participation active de personnes ayant reçu une formation sur les principes⁸⁷ et pratiques⁸⁸ en matière de protection de l'enfance.
- Pourcentage des programmes de renforcement économique utilisant une personne désignée pour représenter la protection de l'enfance.

Indicateurs intra-ménagers

- Variation moyenne en pourcentage dans les dépenses pour répondre aux besoins des filles et des garçons (santé, éducation, autres besoins de base).
- Nutrition : nombre moyen de repas consommés par jour, protéines consommées, degré de famine dans le ménage.
- Variation en pourcentage des inscriptions scolaires et de l'assiduité en primaire et secondaire depuis la mise en œuvre de l'intervention (ou nombre moyen de jours d'école manqués).
- Variation en pourcentage des abandons des études primaires et secondaires pour les filles et les garçons.
- Temps moyen dédié à faire du travail ménager (filles et garçons).⁸⁹
- Temps moyen dédié au travail hors du foyer (filles et garçons).⁹⁰
- Nombre d'enfants ayant indiqué une amélioration de leur niveau de bien-être.
- Nombre de femmes dans des partenariats ayant indiqué une capacité accrue d'influencer les décisions de dépenses dans le ménage.

Programmes ciblant des enfants comme bénéficiaires principaux

Dans le cas des programmes engageant directement des enfants, les indicateurs de suivi doivent contrôler qui est réellement atteint par le programme tout au long de sa mise en œuvre. Le programme attire-t-il et fidélise-t-il le nombre attendu de filles et de garçons appartenant à des groupes vulnérables ? Quels sont les profils des personnes qui abandonnent le programme ?

OUTILS ET RESSOURCES

Évaluation

Child Protection in Emergencies Rapid Assessment Tool, groupe de travail sur la protection de l'enfance, 2011.

Systemes de responsabilisation

Good Enough Guide, Emergency Capacity Building Project, 2007.

Le partenariat pour la redevabilité humanitaire.

Step By Step Guide to Addressing Sexual and Exploitation Abuse, InterAction, 2010.

Transferts monétaires

Thompson, Hanna. *What Cash Transfer Programming can do to Protect Children: document d'orientation*, Save the Children-UK/Child Protection in Crisis/Women's Refugee Commission, 2012.

Thompson, Hanna. *Child Safeguarding in Cash Transfer Programming Tool*, Save the Children-UK/Child Protection in Crisis/Women's Refugee Commission, 2012.

Enfants des rues

Kobayashi, Yoko. *Economic Livelihoods for Street Children: A Review*, DAI, 2004.

Données probantes

The Impacts of Economic Strengthening Programs on Children, Child Protection in Crisis, 2011.

Impact Evaluations of Child Protection/Well-being Outcomes from Economic Strengthening Programs, Child Protection in Crisis, 2012.

Études de marché

EMMA: le guide pratique, Analyse et cartographie des marchés en état d'urgence, Practical Action, 2010.

Ensuring Demand Driven Youth Training Programs: How to Conduct an Effective Labor Market Assessment, International Youth Foundation, 2012.

Market Assessment Toolkit for Vocational Training Providers and Youth, Women's Refugee Commission, 2008.

Market Research for Value Chain Initiatives, MEDA, 2008.

Suivi et évaluation

“Monitoring and Evaluation”, Section 4 from *Girl-Centered Program Design: A Toolkit to Develop, Strengthen & Expand Adolescent Girls Programs*, Population Council, 2010.

Children and Participation: research, monitoring and evaluation with children and young people, Save the Children UK, 2000.

Consultation and Participation for Local Ownership: What? Why? How?, Save the Children-UK.

Economic Opportunities : Impact of Microfinance Programs on Children: An Annotated Survey of Indicators, Save the Children, 2007.

Ethical Approaches to Gathering Information from Children and Adolescents in International Settings: Guidelines and Resources, Population Council & Family Health International, 2005.

How to Consult with OVC and Children at Risk, dans le guide pratique OEV de la Banque mondiale, 2005.

Participative Ranking Methodology, Child Protection in Crisis, 2010

So You Want To Consult With Children? A toolkit of good practice, Save the Children UK, 2008

Time Use PRA Guide and Toolkit for Child and Youth Development Practitioners, documentation technique de base STRIVE de FHI 360, 2013.

Normes

Minimum Economic Recovery Standards, The SEEP Network, 2010.

Minimum Standards for Child Protection in Humanitarian Action, groupe de travail sur la protection de l'enfance , 2012.

Normes Minimales pour l'éducation, réseau international pour l'éducation en situations d'urgence (INEE), 2010.

Formation du personnel

Training and Staff Development sur le site internet du groupe de travail sur la protection de l'enfance.

Assistance technique pour le renforcement économique

Wolfe, Jason. Household Economic Strengthening in Tanzania: Framework for PEPFAR Programming, USAID, 2009.

James-Wilson, David et. al. *FIELD Report #2: Economic Strengthening for Vulnerable Children: Principles of Program Design and Technical Recommendations for Effective Field Interventions*, USAID/AED/Save the Children, FIELD-Support LWA, 2008.

RÉFÉRENCES

¹Groupe de travail sur la protection de l'enfance. *Child Protection in Emergencies Minimum Standards: Economic Recovery (Projet)*, 2011.

² Campbell, Penelope et. al., *Vulnerable Children and Youth Studies* 5, 2010.

³ Akwara, Priscilla Atwani, et. al., *AIDS Care*, Vol. 22, N° 9, Septembre 2010.

⁴ Barrientos, Armando and Jocelyn DeJong. *Child Poverty and Cash Transfers, Rapport CHIP N° 4*, Child Poverty Research and Policy Center, 2004.

⁵ Réseau Child Protection in Crisis (CPC). *The Impacts of Economic Strengthening Programs on Children (2011)*.

⁶ Un examen des revues de sciences sociales, des sites internet d'ONG internationales et d'instituts de recherche, et des bases de données des Nations Unies et des agences de développement a révélé un grand nombre de mots clés portant sur le bien-être et les moyens de subsistance des enfants dans les pays du sud et a produit divers documents de projets, analyses des recherches, rapports sur la recherche de base dans diverses disciplines et documents pour guider des programmes. Les bibliographies de ces documents ont été analysées pour produire encore plus de résultats, et une série d'entretiens avec des experts a permis de produire des rapports additionnels. Pour obtenir une liste complète des mots clés, voir les Annexes du document *The Impacts of Economic Strengthening Programs on Children*, 2011.

⁷ Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies. Convention relative aux droits de l'enfant, 1989.

⁸ Ibid.

⁹ Ibid.

¹⁰ Ibid.

¹¹ PasEFIC, UNDP, UNESCAP, UNICEF. *Protecting Pacific Island Children & Women During Economic and Food Crises*, 2009.

¹² Groupe de travail sur la protection de l'enfance. *Child Protection in Emergencies Minimum Standards: Economic Recovery (Projet)*, 2011.

¹³ Banque mondiale. *Guide pratique OEV : Consulting with Stakeholders*.

¹⁴ Save the Children-UK. *"Consultation and Participation for Local Ownership: What? Why? How?"* 2010.

¹⁵ Thompson, Hanna. *Child Safeguarding in Cash Transfer Programming (projet)*, SC-UK/CaLP 2012.

¹⁶ Ibid.

¹⁷ Save the Children UK. *"So You Want To Consult With Children? A toolkit of good practice,"* 2003.

¹⁸ Women's Refugee Commission et Columbia University. *"Youth and Sustainable Livelihoods: Linking Vocational Training Programs to Market Opportunities in Northern Uganda,"* 2008.

¹⁹ Women's Refugee Commission. *"Market Assessment Toolkit for Vocational Training Providers and Youth,"* 2008

²⁰ MEDA. *"Market Research for Value Chain Initiatives,"* 2008.

²¹ Practical Action. *“EMMA: le guide pratique, Analyse et cartographie des marchés en état d’urgence”* 2010.

²² International Youth Foundation. *“Ensuring Demand Driven Youth Training Programs: How to Conduct an Effective Labor Market Assessment,”* 2012.

²³ Kobayashi, Yoko. *Economic Livelihoods for Street Children: A Review*, DAI, 2004.

²⁴ Ibid.

²⁵ CIDA, *“Impacts of Microfinance Initiatives on Children: Overview of the Study Report,”* 2007.

²⁶ *“Reducing vulnerabilities of the girl child in poor rural areas,”* IFAD, 2006.

²⁷ Save the Children USA. *“Using a Child Protection Lens: Ideas to Enhance Child Protection and Children’s Rights in Emergency Responses,”* 2009.

²⁸ CIDA. *“Impacts of Microfinance Initiatives on Children: Overview of the Study Report,”* 2007.

²⁹ Ibid.

³⁰ Thompson, Hanna. *What cash transfer programmes can do to protect children from violence, abuse and exploitation* (projet), SC-UK/CalP, 2012.

³¹ Ibid.

³² Ibid.

³³ Jennifer Yablonski et Michael O’Donnell, *Bénéfices durables: Le rôle des transferts monétaires pour lutter contre la mortalité infantile*, Save the Children UK, 2009.

³⁴ OVCsupport.net, *Technical Areas: Economic Strengthening*, accédé sur <http://www.OEVsupport.net/s/index.php?c=10>.

³⁵ Groupe de travail sur la protection de l’enfance. *Child Protection in Emergencies Minimum Standards: Economic Recovery (Projet)*, 2011.

³⁶ Save the Children USA. *“Using a Child Protection Lens: Ideas to Enhance Child Protection and Children’s Rights in Emergency Responses,”* 2009.

³⁷ Ibid.

³⁸ Ibid.

³⁹ Groupe de travail sur la protection de l’enfance. *Child Protection in Emergencies Minimum Standards: Economic Recovery (Projet)*, 2011.

⁴⁰ Organisation mondiale de la Santé. *World Disability Report*, 2011.

⁴¹ Baird, Sarah et al., Banque mondiale. *“Income Shocks and Adolescent Mental Health,”* 2011.

⁴² Ibid.

⁴³ ICRW. *“Solutions to End Child Marriage: What the Evidence Shows,”* 2011.

- ⁴⁴ de Janvry, Alain, et al. *Can conditional cash transfer programs serve as safety nets in keeping children at school and from working when exposed to shocks?*, Banque mondiale et UC Berkeley, 2006.
- ⁴⁵ Thompson, Hanna. *What cash transfer programmes can do to protect children from violence, abuse and exploitation (projet)*, SC-UK/CaLP, 2012.
- ⁴⁶ de Mel, Suresh, et al. *Are women more credit constrained? Experimental evidence on gender and microenterprise returns*, Policy Research Working Paper #4746, Banque mondiale, 2008.
- ⁴⁷ CIDA, *“Impacts of Microfinance Initiatives on Children: Overview of the Study Report,”* 2007.
- ⁴⁸ Holvoet, Nathalie. *“Impact of Microfinance Programs on Children’s Education – Do the Gender of the Borrower and the Delivery Model Matter?”* Journal of Microfinance Vol. 6 N° 2, 2004.
- ⁴⁹ OVCsupport.net, *Technical Areas: Economic Strengthening*, accessed at <http://www.ovcsupport.net/s/index.php?c=10>.
- ⁵⁰ Thompson, Hanna. *Child Safeguarding in Cash Transfer Programming (draft)*, SC-UK/CaLP, 2012.
- ⁵¹ CRS. *My Skills, My Money, My Brighter Future in Zimbabwe: An assessment of economic strengthening interventions for adolescent girls*, 2011.
- ⁵² Zerihun, Abebual et Ntambi Richard. *“Social and Economic Empowerment of Adolescent Girls in Uganda and Tanzania,”* BRAC International, 2010.
- ⁵³ CIDA. *“Impacts of Microfinance Initiatives on Children: Overview of the Study Report,”* 2007.
- ⁵⁴ Ibid.
- ⁵⁵ Paragraphe basé sur un document de l'ICRW/Nike Foundation. *Emerging Insights: Linkages Between Economic Empowerment and HIV Interventions for Girls and Young Women*, 2010.
- ⁵⁶ Women’s Refugee Commission. *Building Livelihoods: A Field Manual for Practitioners in Humanitarian Settings*, 2009.
- ⁵⁷ Kobayashi, Yoko. *Economic Livelihoods for Street Children: A Review*, DAI, 2004.
- ⁵⁸ CIDA. *“Impacts of Microfinance Initiatives on Children: Overview of the Study Report,”* 2007.
- ⁵⁹ Volpi, Elena. *Street Children: Promising Practices and Approaches*, World Bank Institute, 2002.
- ⁶⁰ Organisation mondiale de la Santé. *World Disability Report*, 2011.
- ⁶¹ Thompson, Hanna. *Child Safeguarding in Cash Transfer Programming (projet)*, SC-UK/CaLP, 2012.
- ⁶² Kobayashi, Yoko. *Economic Livelihoods for Street Children: A Review*, DAI, 2004.
- ⁶³ Betcherman, Gordon et al. *A Review of Interventions to Support Young Workers: Findings of the Youth Employment Inventory*, Banque mondiale, 2007.
- ⁶⁴ ChildFinance/YouthFinance. *“ChildFinance: A Literature Review,”* 2011.
- ⁶⁵ Ibid.
- ⁶⁶ ICRW/Nike Foundation. *Emerging Insights: Linkages Between Economic Empowerment and HIV Interventions for Girls and Young Women*, 2010.

- ⁶⁷ Austrian, Karen. *“Safe and Smart Savings Products for Vulnerable Adolescent Girls in Kenya and Uganda: Results from the Uganda Pilot Evaluation”* (Diapositives d'une présentation lors de la Making Cents International's Global Youth Economic Opportunities Conference 2011, Washington, D.C.).
- ⁶⁸ Kobayashi, Yoko. *Economic Livelihoods for Street Children: A Review*, DAI, 2004.
- ⁶⁹ Amin, Sajeda, et al. *Enhancing Adolescent Financial Capabilities through Financial Education in Bangladesh*. Population Council, 2010.
- ⁷⁰ Rutledge, Susan. *Consumer Protection and Financial Literacy: Lessons from nine country studies*, Banque mondiale, 2010.
- ⁷¹ Ssewamala, Fred. *Des allocations monétaires sont-elles suffisantes ?* Présentation au QED Group, Washington, D.C., 24 février 2012.
- ⁷² Ibid.
- ⁷³ Kobayashi, Yoko. *Economic Livelihoods for Street Children: A Review*, DAI, 2004.
- ⁷⁴ Ibid.
- ⁷⁵ Women's Refugee Commission. *Peril or Protection: The Link Between Livelihoods and Gender-based Violence in Displacement Settings*, 2009.
- ⁷⁶ Dunbar, M.S. et al., *“Findings from SHAZI: A Feasibility Study of a Microcredit and Life-skills HIV Prevention Intervention to Reduce Risk among Adolescent Female Orphans in Zimbabwe,”* 2010.
- ⁷⁷ Gennetian, L.A., et al. *“How Welfare Policies Affect Adolescents' School Outcomes: A Synthesis of Evidence From Experimental Studies.”* *Journal of Research on Adolescence* 14: 399-423, 2004.
- ⁷⁸ Dev, S. Mahendra. *“NREGS and Child Well Being,”* Indira Gandhi Institute of Development Research, 2011.
- ⁷⁹ Del Carpio, Ximena V. *“Does Child Labor Always Decrease with Income? An Evaluation in the Context of a Development Program in Nicaragua, Policy Research Working Paper 4694,”* Banque mondiale, 2008.
- ⁸⁰ CIDA. *“Impacts of Microfinance Initiatives on Children: Overview of the Study Report,”* 2007.
- ⁸¹ Mazurana, Dyan, Prisca Benelli, Huma Gupta et Peter Walker. *“Sex and Age Matter: Improving Humanitarian Response in Emergencies,”* 2011.
- ⁸² Miller, Carrie, Melita Sawyer et Wendy-Ann Rowe. *“My Skills, My Money, My Brighter Future in Zimbabwe: An Assessment of Economic Strengthening Interventions for Adolescent Girls,”* Catholic Relief Services, 2011.
- ⁸³ Thompson, Hanna. *Child Safeguarding in Cash Transfer Programming (projet),* SC-UK/CaLP 2012.
- ⁸⁴ Jonsson, Jan O. *“Child Well-Being and Intergenerational Inequality”* Springer Science+Business, 3:1-10, 2010.
- ⁸⁵ Sparling, Thalia et Rebecca Gordon. *“Assessing Impact of Post-Disaster Livelihood Programs on Children. A Two-Country Report from Indonesia and Sri Lanka,”* Columbia University Program on Forced Migration, 2011.
- ⁸⁶ CRS. *My Skills, My Money, My Brighter Future in Rwanda: An Assessment of Economic Strengthening Interventions for Adolescent Girls,* 2011.

⁸⁷ Save the Children USA. *“Economic Opportunities: Impact of Microfinance Programs on Children: An Annotated Survey of Indicators,”* 2007.

⁸⁸ Ibid.

⁸⁹ Save the Children USA. *“Economic Opportunities: Impact of Microfinance Programs on Children: An Annotated Survey of Indicators,”* 2007.

⁹⁰ Ibid.

